

## Libéralisme et vaccination.

Le marché des vaccins, voués par hypothèse à être largement diffusés, est désormais l'Eldorado des entreprises pharmaceutiques en manque de nouvelles molécules à marché large. Mais les grands pays émergents (Chine, Inde...), ne serait-ce que pour des questions d'autonomie, en veulent leur part... La bataille fait donc rage pour que les producteurs établis préservent et, autant que possible, développent leurs parts de marché surtout sur les créneaux les plus « juteux » dans les pays occidentaux à fort pouvoir d'achat.

Or, il est facile de constater que les vaccinations ne sont plus acceptées avec la même docilité qu'autrefois. Certains admettent que l'outrance de la campagne anti-H1N1, sans même parler des événements indésirables qui en ont découlé (narcolepsie...), a contribué à un désaveu particulièrement net, vis-à-vis de l'antigrippe notamment. Mondialement, la plupart des vaccinations font l'objet d'une désaffection croissante, au point que les producteurs de vaccins, les praticiens, les autorités... ne se contentent plus de perfectionner ou de promouvoir les « produits vaccinaux », en considérant les contestataires, autrefois rares ou isolés, comme d'inconséquents farfelus. Ils dénoncent désormais l'*influence criminelle des lobbies antivaccinalistes* (*anti-vaxxers* selon le belliqueux néologisme américain). Aussi développent-ils une stratégie de veille et de contre-attaque, encore plus envahissante, dans la presse, à la télévision, sur le web (bonjour à « Julie » et à ses homologues !), etc.

Au point que l'ANSM<sup>1</sup> met en 2013 un budget de 282 065 € dans un projet de recherche (*sic*) *Perception de la sécurité et de l'efficacité des vaccins dans la population en France : rôle des sources d'information et du statut social*. Soit davantage d'argent que pour des projets pharmacologiques<sup>2</sup>...

Ainsi, le 10 avril 2014 se tenait un débat au titre faussement ingénu de « *Vaccine or not vaccine ?* »<sup>3</sup>, organisé par *Libération* (*sic*), dans les murs de l'Institut Pasteur (!). Dramatisation dans le compte-rendu<sup>4</sup> : « *Les réseaux anti-vaccins n'allaient-ils pas*

---

<sup>1</sup> Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé <http://ansm.sante.fr/>

<sup>2</sup> Par exemple « *Évaluation des contraceptions hormonales chez les femmes ayant un antécédent de maladie veineuse thromboembolique* » « *Diminution de l'exposition des sujets âgés aux hypnotiques* »...

<sup>3</sup> Il faut comprendre « *vaccine* » en anglais (*vaccin*, en français) : il ne s'agit pas de la maladie de la vache (et du cheval), ni seulement de la vaccination antivariolique.

<sup>4</sup> [http://www.liberation.fr/evenements-libe/2014/04/15/vaccine-or-not-vaccine-un-debat-complexe\\_998050?xtor=rss-450](http://www.liberation.fr/evenements-libe/2014/04/15/vaccine-or-not-vaccine-un-debat-complexe_998050?xtor=rss-450)

*occuper le terrain et figer tout débat ? Et puis, certains redoutaient des témoignages, certes émouvants, mais impossibles à problématiser, de personnes se disant victimes d'un produit vaccinal. Les trois orateurs se disaient ouvertement inquiets. »* Et lors de ce débat, Serge MONTERO, président du comité Vaccins du LEEM<sup>5</sup>, n'a pas hésité à clamer : « *Ce sont les personnes qui s'engagent dans ces efforts anti-vaccins qui tuent des enfants !* »<sup>6</sup>

L'attaque est parfois plus insidieuse.

La philosophie libérale serait *a priori* encline à consacrer pour l'individu la liberté d'être vacciné ou non, tout en exigeant une information objective et responsable. Pourtant sur <http://www.contrepoints.org/> l'un des principaux supports de ce courant de pensée, paraît un article particulièrement orienté. Après le titre « *Les vaccins, oppression étatique ?* »<sup>7</sup>, on s'attendrait à voir débattre d'une doctrine libérale en matière de vaccination : l'auteur nous livre en fait un pénible pensum de propagande en forme de réquisitoire contre les « *anti-vaxxers* », avec des affirmations péremptoires et inquiétantes telles que « *les anticorps d'un bébé sont suffisamment nombreux pour s'occuper d'environ 100 000 vaccins à la fois !*<sup>8</sup> » Finalement, moins de 10 % de l'article sont consacrés au sujet annoncé avant une conclusion abrupte et téléphonée depuis la première ligne : « *Protégez vos enfants : faites-les vacciner !* »

Qu'un libéral, professionnel de l'investissement, s'intéresse à ce sujet est appréciable... encore serait-il bon qu'avant d'apposer sa signature, il apporte un minimum de réflexion sur le sujet annoncé. Rappelons à ce bon apôtre que :  
– malgré de dramatiques épidémies, l'espèce humaine a traversé les siècles pratiquement sans vaccinations (la pratique remonte au plus à 300 ans en comptant

---

<sup>5</sup> Le LEEM, *Les Entreprises du médicament*, regroupe les entreprises du secteur de l'industrie pharmaceutique en France. Serge Montero, mathématicien et informaticien à l'origine, aujourd'hui vice-président et directeur général de la filiale française de Sanofi Pasteur MSD, est présenté par *Libé* comme « industriel » sans préciser l'entreprise.

<sup>6</sup> <http://www.liberation.fr/evenements-libe/2014/04/17/vaccination-et-rumeur-faire-face-994564> ou vidéo (58 minutes) <http://www.dailymotion.com/video/x1okzdu-les-jeudis-de-la-sante-vaccine-or-not-vaccine-news%20%20>

<sup>7</sup> [http://www.contrepoints.org/2014/04/16/163023-les-vaccins-oppression-etatique?utm\\_source=feedburner&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=Feed%3A+Contrepoint%29](http://www.contrepoints.org/2014/04/16/163023-les-vaccins-oppression-etatique?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+Contrepoint%29) ou <http://minarchiste.wordpress.com> article de source américaine (non retrouvée) et mal traduit.

<sup>8</sup> Argument habituel du Pr Daniel FLORET, président du Comité Technique des Vaccinations (CTV). Si tel était le cas, pourquoi devrait-on redouter que le même bébé n'ait à faire face sans vaccin à un seul virus à la fois comme dans les conditions naturelles ?

large) et qu'elle est donc viable même, voire d'autant plus sans celles-ci ;

– le développement de l'hygiène au sens large (eau potable, assainissement, alimentation, propreté, etc.), les progrès sanitaires (diagnostic, alerte, isolement, etc.) et thérapeutiques (antibiotiques, etc.) ont contribué plus encore que les vaccins à l'accroissement de l'espérance de vie, quoi qu'affirme d'emblée l'article ; la vaccination dans des pays victimes de famine chronique n'apporte pas grand-chose, voire détourne les moyens qui pourraient être consacrés pour le développement agricole, l'éducation, etc. ;

- les vaccins provoquent des maladies chroniques chez des individus initialement en bonne santé et modifient - qui plus est, brutalement - l'équilibre de leur faune microbienne, de sorte que de nouvelles pathologies prennent de l'importance ;

- l'infinie variété des bactéries, microbes et virus interdit d'envisager de les combattre tous par des vaccins (qu'il s'agisse des moyens à consacrer à la recherche ou de la capacité des individus à supporter tant de vaccins). Pire, la priorité souvent donnée à la recherche d'un vaccin chimérique (contre le SIDA par exemple) représente une mauvaise allocation économique, même dans le seul domaine de la santé ;

- l'importance économique des vaccins (chiffre d'affaires mondial des seuls vaccins : 42,3 milliards d'euros, prévus en 2016 ; 25 % de l'activité des pédiatres, des vétérinaires...) ne peut manquer d'influer sur l'objectivité des chercheurs, des politiciens, des praticiens, le signalement des *effets indésirables*, etc. Quel fut le ressort réel de l'alerte à la pandémie H1N1 en 2009 ?

Ce cadre étant rappelé, peut-on du point de vue moral et libéral imposer à autrui, voire à toute une population, *a fortiori* en bonne santé, un traitement médical avec toutes ses incertitudes et ses risques ?

Même si le principe est d'abord de ne pas nuire à l'individu, la systématisation, surtout consacrée par la loi, dispense les médecins d'évaluer les contre-indications individuelles et aggrave le risque encouru par le « bénéficiaire »...

Même si la bonne pratique est d'individualiser un traitement, la systématisation revient à imposer à chacun, un traitement standardisé, inefficace pour certains, violent pour d'autres. La roulette russe n'a pas la même nature si celui qui tient le revolver ne le pointe pas sur lui-même.

Même sans l'appui d'une loi, à la moindre alerte, appendice, amygdales, etc. furent longtemps voués au scalpel, en France (contrairement à l'Angleterre) : ils sont aujourd'hui à peu près respectés, leur rôle étant mieux reconnu. Et la santé des individus n'a pas souffert de l'abandon d'une approche qui faillit être systématique.

Pour généraliser des vaccinations, on avance donc les notions de *principe de précaution*, de *solidarité*, de *balance bénéfices-risques (collectifs)*, omet-on de dire, d'*immunité grégaire*...

Le principe de précaution ne vaut que face à la maladie, mais il ne serait pas de mise face au vaccin, inoffensif par hypothèse !

La solidarité sanitaire est invoquée à toute occasion, même pour une maladie non contagieuse comme le tétanos : « *Lorsqu'on vous parle de solidarité, c'est que ça va vous coûter quelque chose !* », dit-on.

La fameuse balance bénéfices-risques (collectifs) est hautement subjective : les risques de la vaccination sont systématiquement minorés, tandis que les dangers de la maladie sont carrément exagérés *larga manu* ! La rougeole n'apparaît-elle pas comme un fléau que depuis qu'un vaccin est disponible ? Le risque d'encéphalite morbilleuse est-il à ce point moindre lors d'une vaccination, que lors de la maladie « naturelle »... à laquelle le sujet aurait d'ailleurs eu de fortes chances d'échapper ?

L'hypothétique immunité grégaire exige toujours un taux de couverture vaccinale arbitrairement très élevé. Déjà cela est bon pour le chiffre d'affaires. Élevé, ce taux de couverture exigé est d'autant plus difficile à atteindre, de sorte que l'échec d'une campagne de vaccination pourra toujours être mis au compte de l'égoïsme ou de l'indiscipline « des gens », de la maladresse des vaccinés... plutôt que d'admettre l'inefficacité du vaccin. Et si la maladie concernée disparaît (dans des statistiques floues), la « victoire » sera d'office mise au crédit du seul vaccin. On peut même aller jusqu'à dire que, plus que la campagne de vaccination, la seule perspective d'un vaccin a suffi à juguler la pandémie H1N1 !

Le taux de couverture vaccinale est une « mesure » qui rapporte à une population cible, le nombre de traitements vaccinaux (parfois à 3 injections) vendus, sans contrôle de leur mise en œuvre (il y a des certificats de complaisance) ni de leur « efficacité » (pas de contrôle périodique du taux d'anticorps), le tout sans considération de l'incidence de la maladie : les autorités sanitaires françaises veulent généraliser le rappel décennal de vaccinations contre diphtérie et polio... alors qu'il n'y en a déjà plus de cas ; l'incidence de la grippe ne s'aggrave pas malgré la désaffection du public pour son vaccin ; la moindre épidémie de rougeole (que la vaccination n'aura pas empêchée) est dramatisée en *résurgence* d'un fléau !

Avant de stigmatiser les non-vaccinés comme des passagers clandestins bénéficiant, à moindre risque, de l'immunité grégaire, il faudrait garantir que celle-ci existe et qu'elle ne les menace pas davantage (vaccinés non infectés dispersant des virus dangereux ou susceptibles de le devenir)... Alors que les non-vaccinés ne peuvent accroître le risque encouru par les vaccinés (réputés protégés) ni par les autres non-vaccinés.

La généralisation d'un vaccin relève d'abord d'une idéologie ! Nullement désintéressée !

Malgré un habillage scientifique, il y a surtout une religion dans laquelle chaque vaccination tient lieu de baptême, puis de communion, d'allégeance au corps

médical... au prix de scarifications rituelles, voire de sacrifices humains, pour conjurer la maladie, divinité maléfique. Ainsi va-t-on jusqu'à *célébrer (sic)* la semaine sainte de la vaccination<sup>9</sup> ! Parmi les brebis de l'immunité grégaire, certaines trouvent dans le vaccin plutôt que la santé, le moyen d'apaiser leur angoisse de la maladie et de la mort. Et, toute religion se voulant incontestable et universelle, la France, fille aînée de l'Institut Pasteur<sup>10</sup>, comme elle le fut (l'est ?) de l'Église, est depuis toujours au premier rang de cette Croisade, de ce *djihad*... pour combattre, soumettre, occire les mécréants, les infidèles... les *vaccino-sceptiques* !

La plus élémentaire liberté de l'individu est d'être maître de son corps et la société ne peut en disposer. Imposer ou généraliser une vaccination est d'abord une forme d'oppression, un pas vers la soumission : la promesse de la santé par la vaccination, surtout collective, n'est qu'un prétexte au service de quelques-uns !

Il est temps que la France, fière de sa médecine libérale, rétablisse et fasse respecter la liberté en matière de vaccination, comme de tout traitement médical. Et, pas plus que lors de l'assouplissement de la pratique du BCG, notre beau pays, débarrassé de l'obligation du DTP, ne sera ravagé par la diphtérie, le tétanos, la poliomyélite... n'en déplaise à MM. MONTERO, FLORET et compagnie !

Aimer et protéger ses enfants, c'est d'abord regarder à deux fois lorsqu'il est question de les vacciner !

**J.-Pierre AUFFRET**  
24 avril 2014

---

<sup>9</sup> <http://www.afriquejet.com/afrique-centrale/5589-bilan-de-la-semaine-africaine-de-la-vaccination-au-congo.html> ou <http://directinfo.webmanagercenter.com/2014/04/21/tunisie-celebration-de-la-3eme-semaine-mondiale-de-la-vaccination/>

<sup>10</sup> L'épithète « *saint laïque* » fut appliquée d'abord non à Louis PASTEUR, mais par celui-ci à Émile LITTRÉ, décédé en 1881.